

Il existe les types suivants de ces documents commerciaux: les registres mensuels, qui sont remplis mensuellement; les livres d'inventaire qui contiennent des informations sur l'inventaire des biens de l'entreprise, qui doit être effectué chaque année. La documentation commerciale contient aussi toutes les lettres, télégrammes, qui sont envoyés et reçus par l'entreprise. Tous ces documents commerciaux permettent aux autorités publiques et juridiques de contrôler les activités des commerçants.

En outre, la responsabilité du commerçant en tant qu'entrepreneur individuel est d'avoir un compte bancaire et de déclarer son statut de famille. Lors de la rédaction du contrat de mariage, le notaire fournit au tribunal une déclaration sur l'état matrimonial du commerçant. Le but de toutes ces démarches est que les prêteurs soient sûrs que la propriété appartienne à un entrepreneur individuel. Dans le commerce, un entrepreneur individuel agit dans le cadre de son entreprise qui a sa propre marque.

Pour conclure il faut dire qu'en France, comme dans tous les autres pays, les commerçants doivent payer des impôts et exercer leurs activités dans le cadre de la loi.

**V. Trotskaya**

**В.А. Троцкая**

БГЭУ (Минск)

*Научный руководитель А.В. Темнохуд*

## **LE DÉVELOPPEMENT DES PME: L'EXPÉRIENCE DE FRANCE ET DE BIÉLORUSSIE**

### **Развитие малого и среднего бизнеса: опыт Франции и Беларуси**

Le développement des PME fait partie intégrante de la formation de l'ensemble du système économique. C'est l'un des facteurs de création d'une grande partie des emplois et d'amélioration de l'efficacité de l'économie de tout pays.

Le soutien des PME est une fonction particulièrement importante pour chaque état, car ce type d'entreprises représente une part importante des recettes fiscales dans son budget. Il faut souligner que la création de nouveaux emplois contribue à la solution des problèmes de chômage, affecte la croissance de la concurrence, augmentant ainsi le bien-être de la population et réduisant les prix.

**L'objectif** de la recherche est de systématiser les mesures entreprises en France et en Biélorussie pour le soutien des PME en tenant compte de leur importance pour le fonctionnement de l'économie et l'amélioration du bien-être de la société et en faire une analyse comparative.

La particularité de la politique d'aide au développement des PME en France est l'exonération des entreprises nouvellement créées de tous les types d'impôts sur une période de 2 ans, y compris l'impôt sur la partie investie des bénéficiaires. Les banques accordent des prêts et des subventions à des conditions préférentielles ce qui stimule la croissance des PME sur le territoire national. Outre cela, le système de prévention a été mis en application pour les entreprises menacées de faillite. Dans toute région de France il y a des zones économiques libres dans lesquelles les conditions pour faire des affaires sont optimales.

Actuellement, en France le concept unique du développement des PME a été défini: une partie intégrante de l'infrastructure du soutien des petites et moyennes entreprises est le soutien des entreprises innovantes, car cette direction joue un rôle important dans l'économie de la plupart des pays développés du monde.

En Biélorussie, le premier programme gouvernemental de l'aide au développement des petites et moyennes entreprises a été élaboré en 1996. Depuis, sa réalisation a mené à des résultats importants:

1) La Biélorussie possède des Fonds pour le soutien financier des entrepreneurs et accorde à ceux-ci des ressources financières remboursables ou non remboursables; des biens immobiliers sous crédit-bail (leasing); des garanties sur les prêts préférentiels, y compris les microcrédits, fournis par les banques de la République du Bélarus.

2) La Biélorussie a créé des Comités exécutifs régionaux et le Comité exécutif de la ville de Minsk qui accordent des subventions pour rembourser une partie des intérêts pour l'utilisation des prêts bancaires; des subventions pour le remboursement d'une partie des frais de paiement des loyers dans le cadre des contrats de crédit-bail (leasing) en termes de paiement du montant de la rémunération (revenu) du bailleur; des subventions pour rembourser une partie des frais liés à la participation à des événements d'exposition et de foire ou à leur organisation.

3) Les prêts préférentiels des banques de la République de Biélorussie, y compris les microcrédits, aux dépens des budgets locaux, prévus par les programmes de soutien de l'État aux PME et placés dans des dépôts (dépôts) de ces banques.

**En conclusion**, on peut constater que le programme public de soutien des entreprises privées en France et en Biélorussie se montre efficace et encourage la croissance du nombre de ce type d'entreprises. Leur développement permet d'améliorer les relations de marché, augmenter le potentiel économique, créer de nouveaux emplois nécessaires non seulement pour les résidents français ou biélorusse, mais également pour les citoyens étrangers arrivant en quête d'emplois. Les PME créent également une concurrence nécessaire à l'amélioration de la qualité des produits. Tout cela a un effet bénéfique sur le développement économique du pays.